

**RAPPORT N° 2022/6-05**  
**au bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 09 décembre 2022**

**OBJET**

**PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT DES ETUDES D'INGENIERIE DU CENTRE DE TRANSIT DE DECHETS DE LA JAMAÏQUE-MOBILISATION DE SUBVENTIONS DU FONDS OUTRE-MER PROPOSE PAR L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-**

La CINOR dispose, au lieu dit « la Jamaïque » sur la commune de Saint-Denis, d'un centre de transit des déchets ménagers sur une parcelle communale d'environ 9 800 m<sup>2</sup>, qui permet de massifier les tonnages collectés et d'optimiser ainsi les rotations vers les équipements de traitement de ces déchets (Recherche d'optimisation en termes de transport de déchets)

Cet équipement l'actuel centre de transit des déchets tant du point de vue structurel (éléments constitutifs en VRD et bâtiments) que sur le plan de l'exploitation, est relativement vétuste et doit être rendu conforme aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les objectifs recherchés doivent également permettre de réduire l'impact visuel du centre de transit, d'améliorer la qualité paysagère et environnementale ainsi que la maîtrise des nuisances : traitement des lixiviats de la station de transit ; propositions en matière d'économie et de maîtrise de l'énergie (type et classe des équipements, suivi des consommations énergétiques du site, modalités d'éclairage du site, intégration du photovoltaïque dans la production électrique, climatisation/ventilation des locaux) ; économie et maîtrise de la ressource en eau (eau potable, eau de lavage, eau pluviale), utilisation d'éco-matériaux et de matériaux bio-sourcés.

Une mise en sécurité et une démolition partielle des installations actuelles est également inclus à l'opération après mise en service du nouveau centre de transit.

Le budget global de l'opération est de 11 494 948 euros HT avec un cout d'investissement prévisionnel de 8 560 000 avec une décomposition comme suit

- Mission de mandataire = 213 800 € HT
- Le montant des études et notamment de la rémunération provisoire du MOE : **901 399.60€ HT**
- Le montant prévisionnel des travaux : 7 805 000 € HT (hors option : remplacement des ponts de pesée = 240 000 / option climatisation DRV- Bureaux + salle de repos = 12 000 € )
- Le montant prévisionnel des équipements : 755 000 € HT

Plan de financement

Les études de conception en vue de la modernisation du transit de la Jamaïque de Saint Denis sont éligibles financièrement dans de le cadre du Fonds Outre-Mer proposé par l'AFD .

Le cout prévisionnel études de conception / MOE s'élèverait à **1 115 199.60 € HT**

Le plan prévisionnel serait le suivant :

	montant € HT	montant € TTC	ADEME	Part AFD	Autre Financier*	Part CINOR
Dépenses totales éligibles	1 115 199.60 €	1 209 991.57 €	104 159.64	150 000	111 519.96	749 520
Dépenses éligibles en %			9.34	12.42	9.16	67.21

\* démarché en cours auprès de financeurs potentiels : OFB, contrat de convergence territoriale, ...

Accusé de réception en préfecture  
974241940119-2022-1209-6-2022-6-05-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

La part d'autofinancement de cette opération s'élève à 749 520 € HT soit 67.21 % du montant total éligible

En conséquence, je vous demande de bien vouloir

- Approuver le plan de financement prévisionnel de cette opération
- M'autoriser à signer tous les actes afférents à cette opération

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

  
**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/6-05  
Du Bureau de la Communauté  
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET**

**PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT DES ETUDES D'INGENIERIE DU CENTRE DE TRANSIT DE DECHETS DE LA JAMAÏQUE-MOBILISATION DE SUBVENTIONS DU FONDS OUTRE-MER PROPOSE PAR L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-05 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221209-BC2022-6-05-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement prévisionnel pour les études de conception /MOE en vue de la modernisation du transit de la Jamaïque de Saint Denis

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette opération

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

11 9 DEC 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-05-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--